

## FAITS SAILLANTS

- Appel de fonds d'urgence suite au passage de l'ouragan Sandy en Haïti.
- Plus de 1 000 nouveaux cas de choléra enregistrés après le passage de l'ouragan Sandy dans un contexte de réduction des capacités de réponse.
- L'ouragan Sandy a affecté près de 20 000 familles et laissé derrière lui des dégâts matériels importants.
- Selon la CNSA, les pertes de récolte dûes au passage de Sandy sont estimées à plus de 100 000 tonnes métriques, soit environ un quart de la production nationale annuelle.
- Un an après le lancement du programme 16/6, 44 000 personnes ont bénéficié d'un retour accompagné.



UNICEF

## Au sommaire

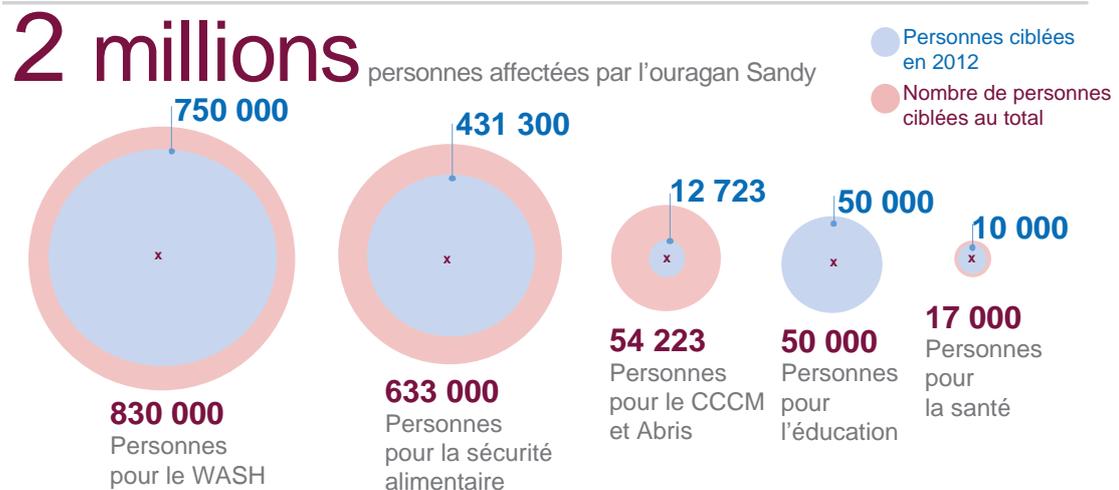
- Financement P.1
- Epidémie de choléra P.2
- Préparation aux urgences P.2
- Sécurité alimentaire P.4

## Financement

### 39 millions de dollars nécessaires pour assister les familles affectées par le passage de l'ouragan Sandy

Le Gouvernement d'Haïti et ses partenaires humanitaires lancent un appel de fonds d'urgence d'un montant de 39 millions de dollars pour lutter contre la crise humanitaire qui s'aggrave en Haïti à la suite du passage de l'ouragan Sandy. Environ 2 millions de personnes ont été affectées. Les domaines de la sécurité alimentaire, de l'agriculture, du logement, de la santé et de l'eau potable sont les plus concernés.

### Personnes dans le besoin (chiffres approximatifs)



## CHIFFRES CLES

Nb. de déplacés dans les camps  
(Source : DTM Août 2012)

369 353

Nb. cumulatif de personnes infectées par le choléra  
(Source : MSPP 30 oct. 2012)

607 587

Nb. de décès dus au choléra  
(Source : MSPP 30 oct. 2012)

7 626

## IMPACTS DE SANDY

54 morts

33 760 familles affectées

6 274 maisons détruites

«C'est un coup dur pour l'effort de reconstruction d'Haïti. La vie des haïtiens les plus vulnérables devient encore plus précaire. Dans le même temps, la capacité de réponse des partenaires internationaux a été affaiblie par la baisse des financements des bailleurs de fonds. Une aide d'urgence dans le souci de répondre aux besoins humanitaires immédiats et aux efforts de relèvement est requise incessamment sous peu», précise M. Fisher, le coordonateur humanitaire.

Dans le cadre de l'appel de fonds d'urgence de 39 millions de dollars, les partenaires humanitaires et l'ONU soutiendront le gouvernement haïtien afin de répondre aux besoins critiques concernant plus d'1 million de personnes.

## BESOINS, CIBLES, REALISATIONS, FINANCEMENT DEMANDE ET OBTENU PAR SECTEUR

	personnes affectées	personnes ciblées	personnes assistées	Fonds demandés (\$)	En 2012			
					Besoins (\$)	Financés (\$)	couverts (%)	(% atteints vs. ciblés)
 Sécurité alimentaire & Nutrition	1 500 000	633 000		23 900 778	9 015 000	2 000 000	22%	%
 CCCM/Abris			54 223	10 038 954	6 037 368	1 000 000	17%	%
 EHA			830 000	3 600 000	3 250 000	650 000	20%	%
 Santé			17 000	600 000	350 000	350 000	100%	%
 Education			70 000	500 000	500 000	0	0%	%

## Epidémie de choléra

## L'ouragan Sandy fait craindre une recrudescence de l'épidémie de choléra

Les premières évaluations mentionnent plus de 1 000 nouveaux cas de choléra et d'une vingtaine de décès dans les départements affectés et dans les camps d'hébergement à la suite du passage de l'ouragan Sandy.

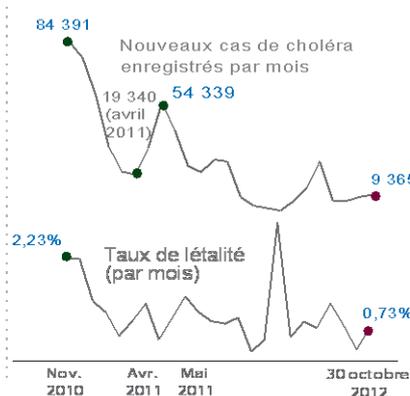
**607 587**

Cumul des cas de choléra enregistrés depuis oct. 2010

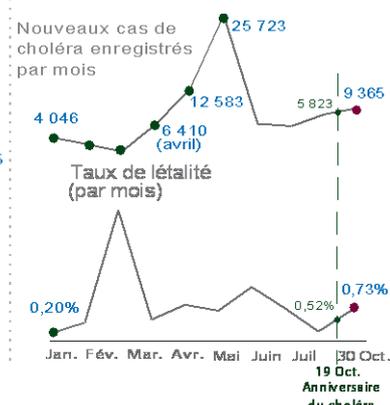
**7 626**

Nombre de décès depuis oct. 2010

Variation mensuelle des cas de choléra de 2010 à 2012



Variation mensuelle des cas de choléra de janvier à octobre 2012



Une semaine après le passage de l'ouragan Sandy, les évaluations conjointes qui ont eu lieu dans ces départements font état de 1 081 nouveaux cas, des dizaines d'hospitalisations et d'une vingtaine de décès, principalement dans le département de l'Artibonite, dans la péninsule Sud (Sud, Sud-est, Nippes) et dans le département de l'Ouest. Ce contexte est attribué à la contamination de sources et de puits dans certaines localités reculées, conséquence immédiate des inondations.

L'impact de l'ouragan Sandy sur les infrastructures routières a retardé les évaluations dans de nombreuses communautés. Toutefois, des alertes en provenance des départements signalent une situation alarmante, plus particulièrement dans les départements de l'Artibonite et du Sud. Il a ainsi été recensé à Gonaïves plus de 100 nouveaux cas et plus de 80 aux Cayes et à Aquin.

Dans le département de l'Ouest, l'OMS signale près d'une centaine de nouveaux cas dans les camps d'hébergement où les conditions d'hygiène sont insuffisantes.

Les dégâts infligés aux infrastructures de traitement de choléra pourraient également aggraver la situation. Plusieurs rapports d'évaluations signalent qu'au total 22 Centre de traitement de choléra (CTC) ont été détruits par l'ouragan et 30 systèmes d'approvisionnement en eau potable ont été endommagés.

L'OPS/OMS, en appui au Ministère de la santé publique, a distribué des kits choléra et WASH, ainsi que 5 274 articles non alimentaires. Quatre équipes départementales poursuivent les évaluations des centres de choléra et assurent la coordination de la prise en charge et le déplacement des malades.

## Préparation aux urgences

### L'ouragan Sandy : préparation et réponse

*Alors qu'Haïti n'était pas sur la trajectoire de Sandy, les dégâts enregistrés sont considérables et risquent d'aggraver la situation humanitaire du pays.*

Avec l'arrivée de Sandy, le gouvernement d'Haïti (GoH) a placé l'ensemble des 10 départements en alerte rouge et activé le plan national de gestion des risques et des désastres. Afin de mobiliser les mécanismes de coordination et de réponse, le gouvernement a activé le Centre national des opérations d'urgence (COUN) à partir du 23 octobre. Dès le lendemain, les centres des opérations d'urgences départementaux (COUD) ont eux-mêmes été activés dans le but de soutenir la préparation et les activités de réponse à l'ouragan Sandy.

L'EJOC (Emergency Joint Operation Center), géré par la MINUSTAH, a été activé dès le 23 octobre. OCHA a déployé du personnel au COUN afin d'appuyer la gestion et la coordination des informations, notamment la mise à jour des stocks de contingence d'urgence et les outils d'évaluation rapide des besoins. OCHA a également pris en charge la coordination en collaboration avec la cellule de coordination DPC à Port-au-Prince mais aussi les membres de la coordination (ICC) du groupe inter-clusters.

Le coordonnateur humanitaire, M. Nigel Fisher, a rencontré les membres du gouvernement - Le Premier ministre Lamothe, le ministre de l'Intérieur, le ministre des Affaires étrangères, la directrice de la protection civile - afin de mieux coordonner la réponse à la tempête Sandy.

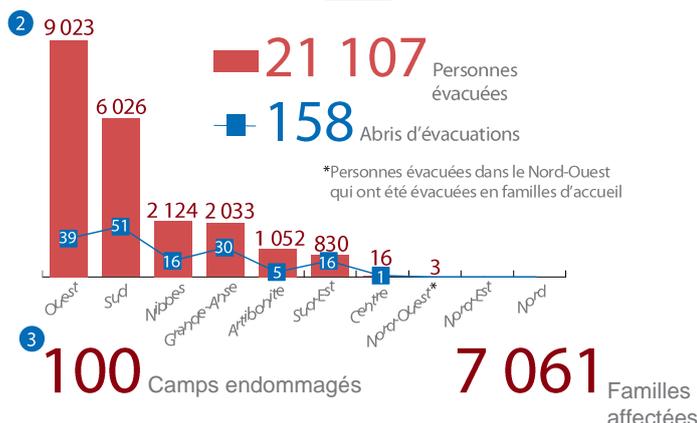
Dans ce contexte, le groupe ICC, les représentants du gouvernement de la DPC et le Ministère des affaires étrangères se sont réunis à OCHA après l'ouragan pour discuter de la réponse de la communauté humanitaire.

Des évaluations multisectorielles conjointes et des réunions de planification stratégique sont en cours. Il apparaît ainsi que, dans l'ensemble, l'impact de l'ouragan Sandy sur Haïti a été plus dévastateur que prévu.

### IMPACT DE L'OURAGAN SANDY

1 **54** Morts, **21** Blessés, **20** Disparus

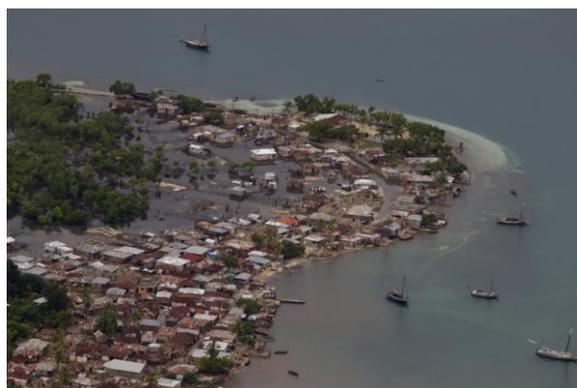
	Morts	Disparus	Blessés
Artibonite	3	4	4
Centre	0	0	0
Grande-Anse	4	8	1
Nippes	4	1	0
Nord	0	0	0
Nord-est	0	0	0
Nord-ouest	2	0	0
Ouest	21	5	12
Sud	18	0	0
Sud-est	2	3	3
<b>TOTAL</b>	<b>54</b>	<b>21</b>	<b>20</b>



3 **100** Camps endommagés **7 061** Familles affectées

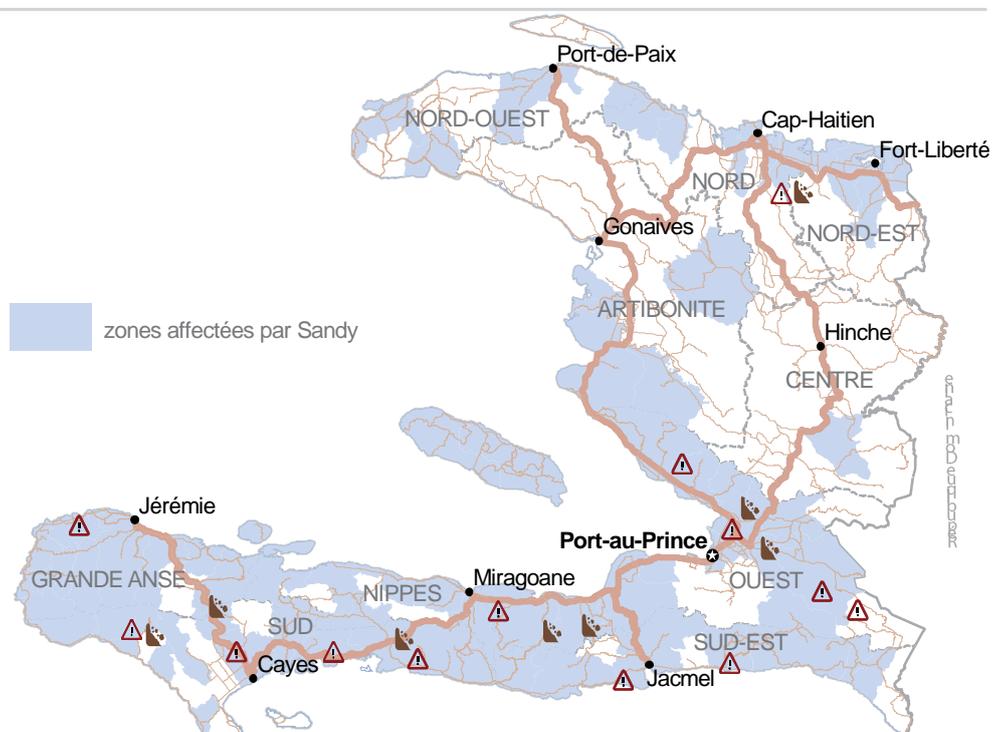
Les départements du grand Sud (Sud, Sud-est, Grande Anse et Nippes) et l'Ouest ont subi de plein fouet les impacts de l'ouragan. Toutes les rivières du Sud, ainsi qu'un certain nombre à l'Ouest, ont débordé et ont inondé de nombreuses localités, les rendant inaccessibles. Les îles de la baie des Cayes ont été complètement isolées.

Sept grandes catégories d'impacts ont été relevées: destructions de maisons et structures publiques (hôpitaux, écoles, bureaux) inondées; détérioration significative de la qualité des plages et des zones portuaires, routes et ponts endommagées; pertes de bateaux de pêche, de cultures et de bétail; glissements de terrain; sédimentation excessive et risque d'épidémie de choléra.



L'ouragan Sandy est passé au Sud d'Haïti provoquant de fortes pluies avec pour conséquence des débordements de rivières et de fortes inondations. Crédit Photo: MINUSTAH.

## ZONES AFFECTEES PAR L'OURAGAN SANDY



Au total, le 30 octobre, le nombre de décès confirmés s'élève à 54. En outre, 21 personnes ont été portées disparues et 20 autres blessées. Le gouvernement haïtien ayant décrété l'état d'urgence, la communauté humanitaire a évacué 21 107 personnes dans 158 abris. Selon les dernières informations il y aurait 18 277 maisons inondées, endommagées ou détruites.

## Vers le renforcement du système de la gestion des risques de désastres en Haïti

En collaboration avec l'Université d'État d'Haïti et la Direction de la protection civile, l'Université Tulane a organisé à Port-au-Prince, du 21 au 26 octobre, la première formation sur le renforcement du leadership dans la résilience face aux catastrophes naturelles. Cette formation était destinée aux professionnels en gestion des risques et désastres.

Cette formation entre dans le cadre du programme de bourses internationales du leadership et de la résilience face aux Catastrophes (GDRL). C'est une composante essentielle du Programme de renforcement du leadership et de la résilience face aux catastrophes (SLDRP). Ce programme vise à réduire les risques de catastrophes dans les communautés vulnérables par un renforcement systématique de la capacité existante des praticiens de réduction des risques (DRR) avec un soutien au développement des futurs leaders et un travail ayant la volonté de s'inscrire dans la durée par le biais d'un réseau mondial d'universitaires, d'acteurs publics et privés.

Le GDRL est dédié au renforcement et à l'amélioration des compétences des praticiens de réduction des risques via un certain nombre de cours et de formations professionnelles.

Ce projet de 3 ans, financé par la Fondation Bill & Melinda Gates et la Banque mondiale, est mis en œuvre par l'Académie pour le leadership et la résilience de l'université de Tulane, en partenariat avec les universités et les institutions de réduction des risques et des catastrophes en Afrique, en Asie et dans les Caraïbes.

## Sécurité alimentaire

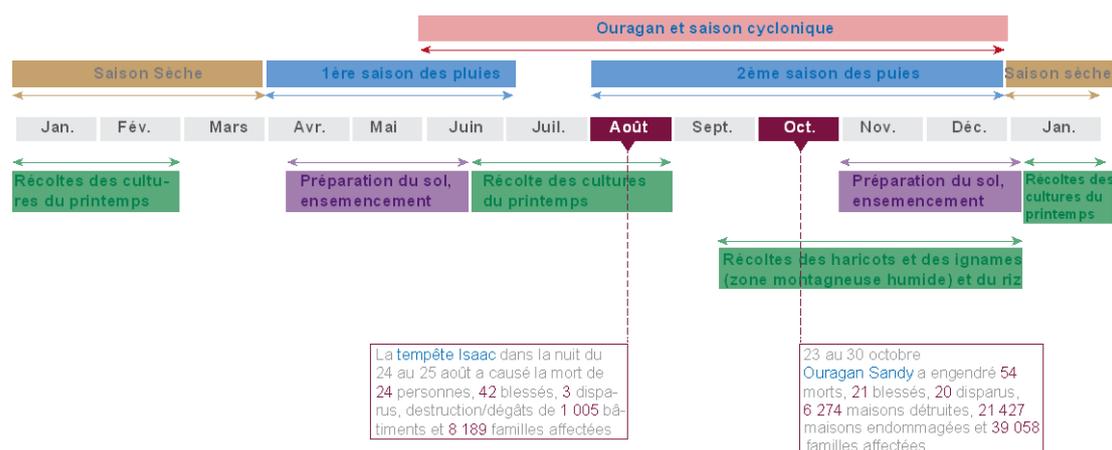
*Les ménages pauvres pourraient souffrir d'une détérioration de la sécurité alimentaire suite au passage de Sandy. La difficulté d'accès aux aliments risque d'être le principal problème de cette population.*

### L'ouragan Sandy renforce les préoccupations concernant la sécurité alimentaire

Alors que les évaluations sont en cours, les premiers rapports du gouvernement haïtien et des partenaires sur le terrain (FICR, la Croix-Rouge haïtienne) signalent de graves destructions de cultures (bananes, maïs, haricot, petit mil) et de bétail dans le département du Sud. De même, le système d'irrigation a été considérablement endommagé.

Avant le passage de Sandy, des évaluations conduites par des techniciens du projet USAID WINNER avaient signalé qu'environ 70 pour cent des bananiers qui devraient être récoltés entre octobre et décembre avaient été abattus. Selon la Coordination nationale de la sécurité alimentaire (CNSA), les pertes sont estimées à un quart de la production nationale.

### Agriculture et calendrier des événements en 2012



La succession de catastrophes naturelles en Haïti depuis le début de l'année - la sécheresse dans les départements du Nord, la tempête Isaac en août, et Sandy en octobre - ont aggravé les problèmes du secteur agricole. Le pays fait face à une insécurité alimentaire croissante. En effet, les partenaires internationaux estiment que 60 des 140 communes sont dans une situation particulièrement préoccupante. Ainsi, le taux d'insécurité alimentaire pourrait atteindre 50% tandis qu'environ près de 2 millions de personnes sont exposées aux risques de sous-alimentation et de malnutrition.

D'autre part, les déficits de production observés dans le pays conduisent les ménages les plus pauvres dans une situation de précarité (phase 2 selon l'échelle de valeur du FEWS NET IPC - programme de système d'alerte contre la famine financé par USAid). Avec le passage de Sandy, cette phase pourrait encore se renforcer dans les mois à venir. En d'autres termes, on observe sur les marchés une tendance à la hausse du prix des produits alimentaires de base importés. A ceci s'ajoute l'appréciation constante du dollar par rapport à la monnaie nationale nuisant au pouvoir d'achat des ménages vulnérables, spécifiquement dans les départements du Sud-Est et de l'Ouest.

Le gouvernement a pris des dispositions en vue de lutter contre l'augmentation du coût de la vie. Une commission de stabilisation des prix a vu le jour le 14 septembre dernier. Ainsi, un plan en six mesures phares a été élaboré, avec pour but d'impliquer l'état dans l'importation de 5 produits de base (riz, maïs, farine, huile de cuisine et haricot) permettant ainsi la constitution d'un stock alimentaire.

## Réponse au tremblement de terre

### Projet 16/6 : Un an de succès dans la relocalisation et le retour des déplacés

*Le programme 16/6 est allé au delà de ses objectifs initiaux : en un an 11 000 familles sont retournées dans leur quartier d'origine.*

Un an après son lancement, le programme de réhabilitation de 16 quartiers (suite à la fermeture de 6 camps de déplacés) a déjà connu un franc succès. C'est ainsi que 44 000 personnes, soit 11 000 familles, sont retournées dans leur quartier d'origine de Port-au-Prince.

Ce projet continue de réhabiliter et de reconstruire les quartiers « de relocalisation » de la capitale ainsi que les quartiers durement touchés par le séisme du 12 janvier 2010. Afin d'améliorer les conditions de vie des habitants des zones concernées, des activités génératrices de revenu sont aussi encouragées.

En un an, le programme a également permis la construction de 718 maisons, sur les 1 100 prévues. Et d'ici la fin de l'année, ce sont 1 600 maisons qui seront réparées ou reconstruites suivant les directives du « Guide de réparation des petits bâtiments en Haïti » publié par le Ministère des Travaux Publics, des transports et communications (MTPTC).

#### Vers la relance des activités économiques

Le projet 16/6 appuie les institutions de l'Etat Haïtien dans le but de relancer l'activité économique des quartiers, en intégrant systématiquement les acteurs locaux et en renforçant les organismes de micro-finance et d'appui à l'entreprise. Ainsi 1 000 micros petites et moyennes entreprises (MPME) vont bénéficier d'un microcrédit, et/ou d'une formation professionnelle en techniques et en gestion d'entreprise. Cette mesure devrait permettre la création ou l'affermissement de près de 2 000 emplois, dans les zones d'implantation du projet 16/6.

#### Un exemple de coopération

Le programme 16/6 est un programme du gouvernement haïtien issu d'une coopération avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation internationale du travail (OIT), le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).



Un ouvrier haïtien à la tâche dans un chantier de réhabilitation et de reconstruction au sein d'un quartier affecté par le séisme.  
Crédit Photo : MINUSTAH.

La Fédération internationale de la croix rouge (IFRC) a été également un acteur important dans la réalisation de ce projet en enregistrant 2 039 familles du camp Maïs-Gaté (l'un des 6 camps prioritaires) en novembre 2011, représentant 40% des familles des 6 camps.

Le projet 16/6, qui s'achève à la fin de l'année 2013, permettra à des centaines de familles haïtiennes de vivre dans un logement solide et durable, et favorisera la création de milliers d'emplois décents.

## En Bref

### **L'UNICEF appuie le programme de scolarisation gratuite**

L'UNICEF a distribué 750 000 kits scolaires au cours du mois d'octobre dans les écoles publiques et communautaires dans les dix départements du pays pour la rentrée des classes de 2012. Cette campagne de distribution entre dans le cadre de l'appui apporté au Programme de scolarisation universelle gratuite et obligatoire (PSUGO) mis en place par le gouvernement depuis 2011.

A côté des 750 000 élèves du primaire, cette campagne vise 21 000 enseignants et 3 500 écoles représentant respectivement 31 pour cent des enseignants des fondamentales 1 et 2 et 25 % des écoles. Une attention particulière est accordée aux écoles des quartiers les plus vulnérables et dans les régions difficiles d'accès.

Selon le Représentant de l'UNICEF en Haïti, Monsieur Edouard Beigbeder, l'organisation a mobilisé une grande partie de ses ressources afin d'atteindre le plus grand nombre d'écoliers possible dans tout le pays, y compris dans les régions reculées. « Cela s'inscrit dans le principe d'équité qui est au cœur de notre agenda », a-t-il insisté.

Ils contiennent notamment des cahiers, des plumes, des crayons, des gommes, de la craie pour les enfants. Les enseignants recevront pour leur part des cahiers d'appel, des cahiers de préparation de cours, des accessoires géométriques, des cartes géographiques.

L'UNICEF reste engagé aux côtés du gouvernement haïtien pour faire progresser d'autres questions telles que la gestion des enfants « sur-âgés » et l'amélioration de la qualité de l'éducation et de la gestion du système éducatif.

### **Les écoliers : meilleurs promoteurs du lavage des mains**

L'an dernier, la mère de Dérilus a failli succomber au choléra, dans le petit village de Fréchou situé en montagne à la 6ème section communale de Pétiion-Ville, non loin de Port-au-Prince. Depuis lors, ce garçon de 14 ans a parfaitement réalisé l'importance d'un simple lavage des mains avec du savon, pour protéger sa famille et se protéger lui-même de cette maladie et d'autres maladies infectieuses.

#### ***Nouvelle école et nouveau départ***

L'école de Dérilus avait été détruite par le tremblement de terre de 2010. L'UNICEF a reconstruit une nouvelle école, avec des latrines et une unité de lavage des mains au savon.

Suite à des séances de formations, les élèves ont vite compris que le lavage des mains avec du savon était le moyen le plus efficace pour réduire le nombre de personnes affectées par les maladies diarrhéiques et respiratoires. C'est également une mesure d'hygiène de la plus grande importance dans la prévention contre le choléra.

#### ***La Journée mondiale du lavage des mains. Et après ?***

A l'occasion de la Journée mondiale du lavage des mains, le 12 octobre 2012, l'école de Dérilus a accueilli de hauts responsables du gouvernement haïtien, ainsi que des fonctionnaires de l'UNICEF, comme le représentant Edouard Beigbeder.

« Cette école dispose maintenant d'excellentes installations sanitaires, les écoliers peuvent se laver les mains avec du savon et bénéficier des activités de promotion en matière d'hygiène. Ils seront beaucoup mieux protégés face aux maladies telles que le choléra », a indiqué M. Beigbeder.

Pour Haïti, la journée du lavage des mains est plus qu'une célébration d'un jour. Durant plus d'un mois et demi, des activités comme celle de l'école de Dérilus ont lieu dans tout le pays.

La campagne est dirigée par le Ministère de la santé publique et de la population (MSPP), le Ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle (MENFP) et la Direction nationale de l'eau potable et de l'assainissement (DINEPA), avec le soutien de l'UNICEF, de 40 organisations internationales et de plus de 30 organisations communautaires.

### **La formation en coordination civilo-militaire : un outil efficace pour une meilleure assistance humanitaire**

Du 15 au 18 octobre 2012 s'est tenu l'atelier de formation relative à la coordination Civilo-Militaire des Nations-Unies, organisée par la cellule de coordination civilo-militaire d'OCHA Haïti en collaboration avec la section de coordination civilo-militaire de Genève (CMCS). Cette formation de coordination civilo - militaire est un outil créé afin d'améliorer l'efficacité des réponses en assistance et coordination humanitaire. Pendant 4 jours, 42 participants ont pris part à des échanges de haute volée avec comme objectif :

- Mieux comprendre l'action humanitaire et les mécanismes de coordination, ainsi que le mandat d'OCHA dans le monde et plus particulièrement en Haïti ;
- Analyser et mettre en application les lignes directrices de la coordination civilo-militaire ;
- Comprendre et intégrer les responsabilités des militaires dans le cadre de situations d'urgence, spécifiquement dans le contexte haïtien.



Le coordonnateur humanitaire, le Force Comander et un officier de la Minustah recevant son certificat. Credit Photo: OCHA Haïti.

D'autre part cette formation, organisée et pilotée par OCHA, a permis aux participants d'avoir une connaissance approfondie des problématiques particulières à la coordination civilo-militaire en Haïti.

Madame Jourdain, Directrice de la DPC au département du Centre, soulignait ainsi qu'il fût « très intéressant de comprendre la complexité des situations d'urgence et la nécessité d'une totale mobilisation des ressources en temps de crise. Le rôle d'OCHA est vraiment fondamental pour l'action humanitaire ».

La plupart des participants ont en effet pu apprendre de nouveaux aspects de l'action et de la coordination humanitaire pendant cette formation. Sylvia Ramos (Coordonatrice du Cluster WASH pour l'UNICEF) a expliqué qu'elle retiendra essentiellement « la volonté des militaires d'accompagner et d'appuyer la communauté humanitaire dans toute la mesure du possible. Pour être honnête je ne m'en rendais pas tellement compte avant. J'aurais aimé que cette formation se fasse quand je suis arrivé ici ».

Souvent prudents à l'égard de la communauté humanitaire, les officiers militaires de la MINUSTAH ont aussi pu partager leur approbation (et quelques suggestions) après la formation. Le Lieutenant-Colonel Jeffrey Miller du corps des US Marines exprimait avoir « une meilleure compréhension du point de vue civil ainsi que des objectifs de chacun. Je pense même qu'il faudrait une présence plus importante des ONG dans ce type de

formations ». Le colonel brésilien Eduardo Acosta ajoutait que la « barrière entre les militaires et les civils a été franchie cette semaine. Nous avons partagé nos expériences et nous avons pu éviter les généralisations à tout va. Après tout...nous travaillons dans un contexte avec une multitude d'acteurs variés. Nous devons nous aider les uns les autres.»

Le coordonateur humanitaire, monsieur Nigel Fisher, et le Commandant de la Force de la MINUSTAH, le major général Fernando Goulart, ont assisté à la remise des diplômes et ont exprimé eux aussi leur entière satisfaction sur la manière dont cette formation a su promouvoir la relation militaro-humanitaire et la prise de conscience de la responsabilité de chacun. Tout particulièrement en temps de crise.

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

**George Ngwa Anuongong**, chef, Section communication, [ngwaanuongong@un.org](mailto:ngwaanuongong@un.org), Tél. (509) 3702 5192

**Rachelle Elien**, chargée de l'information publique, [elien@un.org](mailto:elien@un.org), Tél. (509) 3702 5177

**Widlyn Dornevil**, chargé de l'information publique, [dornevil@un.org](mailto:dornevil@un.org), Tél. (509) 3702 5182

**Guillaume Schneider**, chargé du reporting, [schneiterg@un.org](mailto:schneiterg@un.org), Tél. (509) 3702 5758

Les *bulletins humanitaires d'OCHA* sont disponibles sur <http://haiti.humanitarianresponse.info/> | [www.unocha.org](http://www.unocha.org) | [www.reliefweb.int](http://www.reliefweb.int)